



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

Direction
de l'Administration
Générale

Bureau de
l'Environnement

☎ 03.87.34.88.29-/LS
FAX 03.87.34.85.15

A R R Ê T É

N° 2000-AG/2
en date du 12^e 2^e 14^e DEC 2000

autorisant la Société L'ANHYDRITE LORRAINE
à poursuivre l'exploitation d'une carrière
souterraine sur les territoires des communes de
VECKRING, KLANG et BUDING.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement, Livre V, titre Ier,

VU la loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour application du Code
de l'Environnement ;

VU le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 rangeant les carrières dans la
nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

VU l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux
installations de premier traitement des matériaux de carrières,

VU l'arrêté du 1^{er} février 1996 modifié fixant le modèle d'attestation de la
constitution des garanties financières prévues à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21
septembre 1977,

VU l'arrêté du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des
garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des
Installations Classées,

VU l'arrêté préfectoral n° 81-AG/3-48 du 16 janvier 1981 autorisant la
Société L'ANHYDRITE LORRAINE à exploiter une carrière souterraine sur le territoire des
communes de KLANG et VECKRING pour une durée de vingt ans,

VU l'arrêté préfectoral n° 90-AG/2-539 du 9 novembre 1990 autorisant la
Société L'ANHYDRITE LORRAINE à exploiter une carrière souterraine sur le territoire des
communes de VECKRING, BUDING,

VU l'arrêté préfectoral n° 92-AG/2-343 du 22 juillet 1992 autorisant la Société L'ANHYDRITE LORRAINE à exploiter une carrière souterraine sur le territoire de la commune de BUDING,

VU la demande du 7 septembre 2000 de la société L'ANHYDRITE LORRAINE, en vue de proroger les travaux d'exploitation sur une surface de 110 hectares autorisée par les arrêtés préfectoraux cités ci-dessus dans la carrière de VECKRING, KLANG et BUDING pour une durée de deux ans et une production globale de 200 000 tonnes,

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 26 octobre 2000,

CONSIDÉRANT que la surface d'exploitation sollicitée a déjà été autorisée par les arrêtés préfectoraux cités ci-dessus,

CONSIDÉRANT que la production annuelle sollicitée est inférieure à celle autorisée initialement,

CONSIDÉRANT que le volume des matériaux extraits ne représentera que moins de 5 % du volume déjà extrait du site,

CONSIDÉRANT les motifs d'intérêt général tirés des conséquences d'ordre économique ou social,

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières de la Moselle du 11 décembre 2000,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

ARRÊTE

Article 1er

Dans l'attente de la décision relative à la demande de renouvellement de la Société L'ANHYDRITE LORRAINE, à l'effet d'être autorisée à prolonger la durée d'exploitation de sa carrière sise à KLANG, VECKRING et BUDING et dont l'arrêté n° 81-AG/3-48 du 16 janvier 1981, l'arrêté n° 90-AG/2-539 du 9 novembre 1990, et l'arrêté n° 92-AG/2-343 du 22 juillet 1992, seront respectivement échus à compter du 16 janvier 2001, 9 novembre 2000 et 22 juillet 2002, la Société L'ANHYDRITE LORRAINE dont le siège social est situé Route d'Elzange – 57978 KOENIGSMACKER peut poursuivre l'exploitation de la carrière souterraine sur le territoire des communes de KLANG, VECKRING et BUDING pour une durée de deux ans à compter de la date du présent arrêté.

Les parcelles autorisées à l'exploitation de la carrière sont celles jointes en annexes des arrêtés préfectoraux des 16 janvier 1981, 9 novembre 1990 et 22 juillet 1992.

Article 2 – Classement. Caractéristiques essentielles de l'exploitation

Numéro nomenclature	Désignation des installations	Déclaration Autorisation Servitude	Rayon
2510.1	Exploitation de la carrière. 1. Exploitation de carrière au sein de l'article 4 du Code Minier et de l'article 2 du décret n° 55-586 du 20 mai 1955 modifié portant réforme au régime des substances minérales dans le département de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion	Exploitation d'une carrière souterraine d'anhydrite en roche massive. Surface totale : 1 160 000 m ² Production annuelle maximale : 100 000 t/an Production annuelle moyenne : 50 000 t/an Tonnage total : 200 000 t sur deux ans	3

Article 3 – Conformité de l'exploitation aux éléments de la demande

Les modalités d'extraction, de remise en état, de suivi de l'exploitation sont celles présentées dans les dossiers initiaux d'autorisation du 7 juillet 1972, du 12 juillet 1990 et 18 mars 1991, ainsi que celles reprises aux articles 4 à 15 de l'arrêté du 16 janvier 1981 et aux articles 3 des arrêtés des 9 novembre 1990 et 22 juillet 1992, sauf les dispositions du présent arrêté ou des textes réglementaires actuels ou futurs qui leur seraient contraires.

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet qui pourra prendre un arrêté complémentaire ou exiger le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 4

L'exploitant présentera avant le 16 janvier 2001, l'acte de cautionnement solidaire établi conformément à l'annexe de l'arrêté du 1^{er} février 1996 correspondant au montant défini dans le document du 31 mars 2000 attestant de la constitution des garanties financières pour la carrière de VECKRING/KLANG soit 1 159 207 FF T.T.C. (un million cent cinquante-neuf mille deux cent sept francs français).

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 5 : Changement d'exploitant - cessation d'activité

En cas de changement d'exploitant ou de cessation d'activité, le Bureau de l'Environnement de la Préfecture devra être informé dans le délai d'un mois. Avant son abandon, le site devra être remis en état.

Article 6 : Hygiène et sécurité du personnel - protection des tiers

Les prescriptions légales et réglementaires en vigueur relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel seront rigoureusement observées.

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées, ainsi qu'à l'exécution de toutes les mesures ultérieures que l'Administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la salubrité publique et conformément à l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Article 7 : Infractions aux dispositions de l'arrêté - durée de validité de l'autorisation

En cas d'inobservation du présent arrêté, le Préfet pourra mettre en œuvre la procédure prévue à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Le présent arrêté cessera de produire effet s'il s'écoulait un délai de trois années avant la mise en activité, ou bien encore si l'exploitation était interrompue pendant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 8 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée aux mairies de VECKRING, KLANG et BUDING, et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans ces mairies pendant une durée minimum d'un mois ;

Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 9 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente autorisation qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 10 - Exécution de l'arrêté

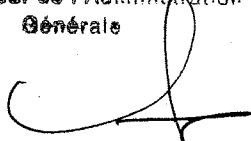
Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
le Sous-Préfet de THIONVILLE
les Maires de VECKRING, KLANG et BUDING,
les Inspecteurs des Installations Classées,
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 12 2 DEC 2000

POUR AMPLIATION

le Directeur de l'Administration
Générale



Monique HAMAN



LE PREFET,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général.

Marc-André GANIBENO